

Conditions générales de vente

YVEL

I.DEMONTAGE ÉLECTRIQUE/MÉCANIQUE

1.1 Descriptif de la prestation :

- Vérification des consignations des énergies (VAT)
- Débranchement des énergies au premier raccord et/ou au canalis
- Repérage électrique, consignation sur fiche de repérage et débranchement fil à fil
- Récupération des câbles et protection des têtes de câble en sachet plastique
- Démontage des ensembles et sous-ensembles mécaniques à transférer
- Repérage mécanique avec schéma et dossier photo

II. EMBALLAGES :

2.1 Généralités :

- Emballage des parties sensibles avec Bull pack et film étirable
- Mise en carton du contenu des armoires
- Mise sur palette (non traitée) des équipements ne se transportant pas tel quel

2.2 Prestations complémentaires en option :

- Fourniture et mise en caisse de transport SEI4C norme NIMP15
- Fourniture de bois et palettes traitées NIMP15

III. CHARGEMENT :

3.1 Généralités :

- Chargement uniquement sur RDV
- Chargement entre 09:00 et 17:00
- Chargement sur semi-remorque type Plateau ou Tautliner en un seul et même chargement par acheteur
- Transports adéquats fournis par l'acheteur

- Aucun démontage supplémentaire ne sera effectué si le transport mis en place par l'acquéreur ne convient pas
- Fourniture des moyens d'arrimage et arrimage à la charge du transporteur
- Assurances transport prise en charge par l'acheteur

3.2 Prestations complémentaires en option :

- Chargement en container
- Mise en place des transports
- Prise en charge d'une assurance Ad Valorem

Toute demande de prestation complémentaire fera l'objet d'une étude et d'un devis de travaux supplémentaires

Avant toute opération de travaux supplémentaire, le devis associé devra être validé par une commande et le montant de l'opération intégralement réglé

IV. ANNEXES :

- Attestation d'assurance
- CGV TMT Industrie



Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AU247828

TMT INDUSTRIE
190 RUE DU JACQUIN
38140 APPRIEU

Attestation d'assurance de Responsabilité Civile

Paris, le 25 juillet 2024

Generali Iard atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AU247828 garantit :

TMT INDUSTRIE
190 RUE DU JACQUIN
38140 APPRIEU

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent du fait de son activité professionnelle :

- Montage, démontage, transport, levage, manutention et stockage tampon, de machine et outils industriels de production , Assemblage de machines industrielles neuves

TABEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile avant Livraison	
Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus	10 000 000 EUR par sinistre
Dont :	
• Tous dommages résultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles	2 000 000 EUR par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR par sinistre
• Dommages causés aux biens confiés et/ou prêtés (dommages matériels et immatériels consécutifs)	500 000 EUR par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	500 000 EUR par sinistre

1 / 2



Attestation contrat N°AU247828

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle	
Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus Dont :	3 000 000 EUR par année d'assurance
• Pour l'ensemble des dommages immatériels non consécutifs y compris frais de dépose-repose et de retrait engagés par des tiers	500 000 EUR par année d'assurance
• Frais de dépose et repose engagés par l'Assuré	250 000 EUR par année d'assurance
• Frais de retrait engagés par l'Assuré y compris dépenses de restauration de l'image de marque	250 000 EUR par année d'assurance
• Dommages causés par des produits exportés par l'Assuré aux USA ou au Canada (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs)	Exclu
Frais de prévention	
Frais de prévention	175 000 EUR par année d'assurance
Risques environnementaux	
Atteintes accidentelles à l'environnement tous dommages et frais confondus Dont :	1 000 000 EUR par année d'assurance
• Préjudice écologique, tous dommages et frais confondus	300 000 EUR par année d'assurance
Dont : Frais de prévention	100 000 EUR par année d'assurance
• Responsabilité environnementale, tous dommages et frais confondus	300 000 EUR par année d'assurance
Dont : Frais de prévention	100 000 EUR par année d'assurance
GARANTIE JURIDIQUE	
Défense Pénale et Recours	SOUSCRIT

La présente attestation est valable pour la période du 23 juillet 2024 au 31 décembre 2024 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
Directeur des Opérations



Sauf dispositions légales contraires ou dérogation préalable écrite, le fait de nous passer un ordre, entraine l'acceptation des conditions générales ci-après.

1-CHAMP D'APPLICATION

Les présentes conditions ont pour objet de définir les modalités d'exécution du contrat de prestations et s'appliquent à l'ensemble des relations contractuelles entre la société TMT INDUSTRIE ci-après dénommée le « PRESTATAIRE » et la société cliente ci-après dénommée « LE CLIENT », quelles que soient les clauses pouvant figurer sur les documents du CLIENT et notamment ses conditions générales d'achat ;

Elles concernent le contrat de prestations pouvant définir les prestations suivantes :

- Décablage-recablage de machines et lignes de production ;
- Démontage, remontage de machines et de lignes de production ;
- Manutention et levage ;
- Conditionnement et mise en caisse ;
- Transport y compris chargement et déchargement ;
- Essai de lignes et machines ;
- Assistance à mise en route.

Conformément à l'article L.441-3 du Code de Commerce, elles représentent le socle de la négociation commerciale. Toute dérogation aux présentes conditions générales doit faire l'objet d'une acceptation préalable et écrite du PRESTATAIRE. Elles sont régies par le droit du contrat d'entreprise.

2-CONTENU ET FORMATION DU CONTRAT

Le PRESTAIRE et le CLIENT conviennent que le présent contrat doit être qualifié de prestation de services et soumis comme telle aux règles du code de commerce afférentes à ce contrat.

Font partie du contrat et ont seuls la qualité de documents contractuels :

- Les présentes conditions générales ;
- Les conditions particulières acceptées par les deux parties qui prévalent sur les conditions générales, notamment le cahier des charges dans la mesure où il a été accepté ;
- La commande acceptée par tout moyen, notamment par accusé de réception ou confirmation de commande ;
- Les documents du PRESTATAIRE complétant les conditions générales ;
- Les études, devis et documents techniques communiqués avant la formation du contrat principal et acceptés par les parties ;
- Le bon de livraison, procès-verbal de réception ;
- La facture.

Le contrat est établi d'après les renseignements fournis par le CLIENT en temps opportun pour permettre l'organisation normale du travail notamment :

- La nature, le nombre et l'importance des mobiliers et matériels à prendre en charge ainsi que les plans nécessaires à leur implantation ;
- La désignation des lieux de chargement et de livraison ainsi que les conditions et l'état des accès aux locaux pour le personnel et les véhicules (possibilité de stationnement, couloirs, portes, escaliers, monte-charge, travaux en cours et toute autre particularités) ;
- L'ensemble des règles d'accès et d'usage aux locaux notamment le règlement intérieur du site ; le CLIENT s'engageant de surcroît à signaler dans les plus brefs délais tout incident pouvant laisser supposer un problème dans l'accès au site ;
- Les délais concernant la sécurité et la prévention en matière de santé sur le site, ainsi que toute autre réglementation dont l'exécution des prestations ou des livrables nécessite le respect ;
- Le signalement des objets dont le transport est assujéti à une réglementation spéciale, les formalités administratives étant à la charge du CLIENT.

En cas de travaux de nuit ou sur des sites sensibles, il appartient au CLIENT et sous sa responsabilité d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes et, si besoin est, auprès du voisinage.

Le CLIENT s'engage à prendre toutes dispositions pour que le plan de travail, tant aux lieux de chargement que de livraison, ne subisse pas de modifications par rapport aux dispositions initiales arrêtées d'un commun accord. En particulier les locaux et leurs abords devront être entièrement libérés de tous matériaux, encombrants de toute sorte et de toutes personnes étrangères à l'exécution des travaux.

Le CLIENT s'engage à porter immédiatement à la connaissance du PRESTATAIRE toute anomalie, retard, difficulté susceptible d'avoir une incidence sur le délai, la qualité ou le déroulement des prestations.

Dans l'éventualité où la réalisation des prestations implique la mise à disposition par le CLIENT d'outillage et matériels, le CLIENT s'assurera que ces derniers sont en état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur.

L'offre n'est valable que pour une durée déterminée. Elle ne peut être considérée comme ferme que si elle est assortie d'un délai de validité. De même, toute modification du cahier des charges pourra entrainer la révision de l'offre en conséquence.

Le contrat n'est parfait que sous réserve d'acceptation expresse de la commande par le PRESTATITAIRE.

L'acceptation de la commande se fait par tout moyen écrit. Toute commande expressément acceptée par le PRESTATAIRE sera réputée entrainer acceptation par le CLIENT de l'offre du PRESTATAIRE.

Les commandes transmises au PRESTATAIRE sont irrévocables pour le CLIENT, sauf acceptation écrite de la part du PRESTATAIRE.

En cas de modification de la commande par le CLIENT, le PRESTATAIRE sera délié des délais convenus pour son exécution et le prix sera révisé.

Toute demande de modification d'une commande passée par le CLIENT ne pourra être prise en compte par le PRESTATAIRE que si la demande est faite par écrit y compris, télécopie ou courrier électronique, et est parvenue au PRESTATAIRE, au plus tard 8 jours après réception par le PRESTATAIRE de la commande initiale.

En cas de modification de la commande par le CLIENT, le PRESTATAIRE sera délié des délais convenus pour son exécution et le prix sera révisé.

Le report ou la résiliation d'une commande par le client donnera lieu à indemnité au profit du PRESTATAIRE.

Cette indemnité exprimée en pourcentage du prix toutes taxes comprises de la prestation reportée ou annulée figurant au devis accepté est calculée, comme suit, en fonction de la date à laquelle la décision de report ou annulation parvient au PRESTATAIRE par rapport à la date d'exécution convenue :

Report :	Annulation :
-25 % jusqu'à 10 jours	-50% jusqu'à 10 jours
-75 % la veille ou le jour même	-100% la veille ou le jour même

3-NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations sont celles qui sont définies et convenues avec le CLIENT préalablement à chaque opération et faisant l'objet d'un contrat signé entre le CLIENT et le PRESTATAIRE. Le personnel, y compris celui d'exécution, n'a pas la qualité pour modifier le contrat ou pour accepter d'effectuer des prestations non prévues ni de procéder aux opérations de remontage des mobiliers et matériels lorsque ledit personnel n'a pas procédé à leur démontage.

Le PRETATAIRE n'assume pas la prise en charge des personnes, animaux, végétaux, matières dangereuses, monnaies, métaux précieux ou valeurs, objets à caractère artistique, historique ou de collection.

Toute exception à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable express entre les deux parties avant le début de l'exécution.

Toute prestation non stipulée dans le contrat doit faire l'objet d'un accord écrit ou d'un devis complémentaire avant le début de son exécution. Au cas où les opérations se réaliseraient à l'insu du PRESTATAIRE, sa responsabilité serait totalement dérogée et celle du CLIENT engagé.

Le PRESTATAIRE conserve la faculté de confier sous son entière responsabilité la réalisation des prestations à une ou plusieurs tierces entreprises dénommées entreprises exécutantes. Le CLIENT reconnait et accepte que le PRESTATATAIRE se réserve aussi le droit de recourir à du personnel intérimaire, sans limitation de nombre ni restriction de ratio, afin de permettre l'exécution de ses prestations, sauf dans les zones où le recours à de pareils contrats est interdit par la loi ou les règlements.

4-PRIX

Les prix fixés au contrat ne peuvent être modifiés que si des charges imprévisibles et indépendantes de la volonté de l'entreprise, liées aux modalités de réalisation, surviennent avant ou pendant les prestations.

Les prestations sont réalisées aux tarifs mentionnés dans la proposition commerciale adressée au CLIENT. Ces tarifs sont fermes et non révisables pendant leur période de validité (trois mois à compter de la date du devis).

5-MODALITES DE PAIEMENT

A défaut de modalités déterminées expressément par les parties, le règlement interviendra :

- 30 % par virement bancaire à la commande ;
- Le solde par virement bancaire à 30 jours net à réception des travaux.

En cas de retard de paiement et de versement des sommes dues par le CLIENT au-delà du délai ci-dessus fixé, et après la date de paiement figurant sur la facture adressée à celui-ci, des pénalités de retard calculées par application au montant TTC du prix figurant sur la facture d'un taux d'intérêt égal trois fois le taux d'intérêt légal de l'année en cours ainsi que le paiement d'une somme forfaitaire de cinquante (50) euros due au titre des frais de recouvrement, seront automatiquement et de plein droit acquises au PRESTATAIRE, sans formalité aucune ni mise en demeure préalable, sans préjudice de toute autre action que le PRESTATAIRE serait en droit d'intenter, à ce titre, à l'encontre du CLIENT.

En cas de non-respect des conditions de paiement figurant ci-dessus, le PRESTATAIRE se réserve en outre le droit de suspendre ou d'annuler l'exécution des prestations en cours au profit du CLIENT.

En cas de dégradation de la situation du CLIENT constatée par des renseignements financiers ou quand la situation financière diffère sensiblement des données mises à disposition, l'exécution de la prestation n'aura lieu qu'en contrepartie d'un paiement à la commande.

Le PRESTATAIRE sera en droit de demander au CLIENT à la commande ou au cours de l'exécution des prestations, la constitution d'une garantie de paiement qui sera au choix du PRESTATAIRE :

- Une garantie bancaire à première demande émanant d'un organisme financier ou bancaire notoire ;
- Une lettre de crédit émanant d'un organisme bancaire ou financier notoire en France pour les prestations à l'international.

L'existence de litiges n'apporte pas dérogation aux conditions de paiement convenues ci-dessus.

6-COMPENSATION

Conformément à l'article L.442-6 du Code de Commerce, le CLIENT ne pourra débiter d'office ou facturer le PRESTATAIRE pour des sommes qui n'auraient pas été expressément reconnues par lui comme dues au titre de sa responsabilité.

Tout débit d'office constitue un impayé et donne lieu à l'application des dispositions qui s'appliquent au retard de paiement.

Seules les compensations opérées dans les conditions prévues par la loi sont possibles.

7-DELAÏ D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Sauf accord contraire préalable et exprès entre les parties, les délais d'exécution de la prestation courent à partir de la dernière des dates suivantes :

- Date de l'acceptation définitive de la commande par le PRESTATAIRE ;
- Date à laquelle le CLIENT met le PRESTATAIRE en capacité d'exécuter sa prestation ;
- Date de paiement de l'acompte éventuellement convenu avant la date de début d'exécution.

Toute clause pénale nécessite l'accord du PRESTATAIRE ; des pénalités de retard d'exécution de la prestation ne pourront être appliquées par le CLIENT que si elles ont fait l'objet d'un accord spécifique et écrit du PRESTATAIRE et que le retard est incontestablement imputable au PRESTATAIRE. En tout état de cause, en cas de préjudice prouvé résultant d'un retard dans la réalisation de la commande exclusivement imputable au PRESTATAIRE, le CLIENT ne pourra pas appliquer des pénalités revêtant un caractère libératoire supérieur à 0,1 % du prix HT de la commande par jour calendaire de retard. Elles seront toujours plafonnées à 5 % du montant HT de la commande.

8-CONDITIONS D'EXECUTION, DE RECEPTION ET DE GARANTIE

Le PRESTATAIRE s'engage à effectuer ses prestations conformément au contrat et dans le respect des règles de l'art, selon les conditions d'intervention et de garanties précisées ci-après. Par ailleurs, la remise d'un prix et d'un planning d'intervention et de livraison implique que les prestations puissent être commencées à l'arrivée du personnel du PRESTATAIRE sur le chantier et poursuivis sans interruption, notamment en période de forte charge, pour l'intégralité des intervenants du PRESTATAIRE. Dans le cas où cette condition ne serait pas respectée, pour quelle que cause que ce soit, les retards de démarrage des prestations ou en cours d'exécution seront réputées du fait du CLIENT qui en assumera toutes les conséquences pécuniaires.

Le CLIENT a en outre la responsabilité de la sécurité sur ses sites (sécurité, accès, circulation, stationnement, obstacles, exploitation...). Il devra en particulier veiller au respect de la réglementation relative à la sécurité en cas d'intervenants extérieurs et notamment à la rédaction d'un plan de prévention. Il devra également s'assurer du respect de ses procédures internes au regard des intervenants extérieurs. Le CLIENT fera exécuter à ses frais tous les travaux nécessaires pour assurer la sécurité de l'installation et des intervenants et pour la mettre en conformité avec la réglementation applicable à la date d'effet de la commande.

Le CLIENT s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que l'opération s'effectue en toute sécurité dans la zone de travail (consignation ou débranchement des lignes électriques, signalisation des canalisations...) et plus généralement, à signaler tous les éléments pouvant induire un risque.

Le CLIENT doit procéder au contrôle préalable des sols et sous-sols (pression, état, résistance, composition...) dont il reste le seul responsable.

Le CLIENT doit informer par écrit le PRESTATAIRE de la dangerosité et des spécificités de l'objet manutentionné sous peine d'engager sa seule responsabilité tant vis-à-vis du PRESTATAIRE que des tiers. Le CLIENT prendra toutes mesures propres à assurer le respect des règles en matière d'environnement. Le CLIENT et le PRESTATAIRE peuvent décider d'un commun accord de modifier les dispositions prévues au contrat sous réserve de convenir de nouvelles modalités et des conséquences pouvant en résulter sur le prix fixé, notamment pour toutes prestations supplémentaires non prévues au contrat initial.

S'il a été prévu une réception, les conditions doivent en être précisées d'un commun accord lors de la commande. A défaut, elles sont réalisées selon les conditions ci-après.

La réception aura lieu dans les locaux du CLIENT à la date convenue entre les parties. Si le CLIENT n'assiste pas aux essais de réception, celle-ci est néanmoins réputée avoir été effectuée contradictoirement.

Après réception, la responsabilité du PRESTATAIRE est dérogée pour tout défaut apparent ou que les moyens de contrôle utilisés lors de l'examen des pièces auraient dû normalement déceler.

A défaut de réception prévue contradictoirement, la réception est réputée contradictoire et acceptée au terme des 48 heures après la mise à disposition.

Après ce délai, la responsabilité du PRESTATAIRE est dérogée pour tout défaut apparent ou que les moyens de contrôle utilisés lors de l'examen des pièces auraient dû normalement déceler.

Présence obligatoire du CLIENT : le CLIENT ou son représentant doit être présent tant au départ qu'à l'arrivée et doit vérifier que rien n'a été oublié aux lieux de chargement.

En cas d'absence du CLIENT ou de son représentant, les opérations s'effectueront normalement en accord avec le plan d'implantation des mobiliers et matériels, s'il existe, sans qu'il puisse être ultérieurement demandé de remise en place entraînant de manutentions supplémentaires.

Dans les 48 heures de la mise à disposition, le CLIENT devra prévenir le PRESTATAIRE de toute anomalie constatée dans le fonctionnement de l'installation. Si celle-ci est imputable à un défaut dans l'exécution des opérations, objets du présent contrat, le PRESTATAIRE fournira gratuitement la main d'œuvre nécessaire à la remise en route. La présente garantie ne couvre pas les défauts qui résultent d'une usure normale ou de conditions d'exploitation non conformes à la documentation technique de l'installation. Elle constitue également la seule responsabilité encourue par le PRESTATAIRE du fait des opérations effectuées dans le cadre du présent contrat. La responsabilité du PRESTATAIRE se limite à la présente garantie. Le montant de cette garantie est limité au prix global du contrat et ne saurait s'étendre au-delà et notamment aux dommages résultant de l'indisponibilité de l'installation et de tous autres dommages immatériels.

Le PRESTATAIRE décline toute responsabilité en ce qui concerne les opérations qui ne seraient pas exécutées par ses préposés ou ses intérimaires substitués.

9-RECLAMATION

Toute réclamation doit être effectuée par écrit, immédiatement après la découverte du défaut. Toutes facilités doivent être accordées au PRESTATAIRE pour lui permettre de le reconnaître. Une réclamation n'autorise pas le CLIENT à effectuer lui-même ou faire effectuer par un tiers la prestation qui fait défaut, sauf autorisation écrite du PRESTATAIRE.

10-RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE

La responsabilité du PRESTATAIRE est strictement limitée d'une part au respect des spécifications stipulées dans les documents contractuels et d'autre part aux règles de l'art.

Elle ne pourra être engagée que pour autant que les opérations aient été :

- Soit entièrement conçues par lui, accomplies sous sa direction au moyen exclusif du matériel fourni par lui,
- Soit exécutées sous sa responsabilité exclusive.

Le CLIENT s'engage ci-dessus à donner au PRESTATAIRE toutes les informations nécessaires à ses interventions.

Le PRESTATAIRE ne saurait être tenu responsable des dommages résultant d'une erreur ou d'un défaut de conception des études réalisées par le CLIENT, d'un vice de l'objet manutentionné, d'un vice ou de l'inadéquation du matériel utilisé sur instruction du CLIENT.

Sa responsabilité ne saurait être aussi engagée pour les conséquences d'un défaut de conditionnement, de protection des biens qui lui sont confiés, notamment en raison de l'humidité, de la condensation, de manifestations atmosphériques.

Le CLIENT reconnaît la possibilité pour le PRESTATAIRE d'interrompre ses prestations pour des raisons climatiques reconnues par un organisme officiel ou professionnel.

La mise à disposition éventuelle, dans les locaux de l'entreprise, d'un emplacement de stockage temporaire des objets manutentionnés ne saurait être interprété comme contrat de dépôt. Par conséquent, tout stockage s'effectuera aux risques et périls du CLIENT.

La responsabilité du PRESTATAIRE ne pouvant être engagée de quelque façon que ce soit, sauf convention contraire préalable expresse des parties.

Le CLIENT de son côté, agissant en qualité de donneur d'ordre, est en mesure, de par sa compétence professionnelle dans sa spécialité, en fonction des moyens de production dont il dispose, de définir avec précision si les prestations décrites dans la proposition d'intervention du PRESTATAIRE répondront à ses exigences.

En cas de dommage causé aux biens du CLIENT par le PRESTATAIRE, ce dernier sera tenu au choix du CLIENT soit d'établir un avoir correspondant au travail fourni, soit de participer à la réparation ou au remplacement du matériel pour un montant tout au plus égal à sa valeur hors taxes et qui en aucun cas ne saurait excéder le prix de la prestation.

Le PRESTATAIRE, ses sous-traitants ou fournisseurs, ne seront pas responsables des pertes de chiffres d'affaires, de bénéfices réels ou potentiels, de contrats, de clientèles, de notoriété, d'économies, des pertes, dommages ou corruptions de données, ni des pertes ou dommages indirects, spéciaux ou consécutifs, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils aient été prévisibles ou envisageables par les parties.

Pour pouvoir prétendre à une indemnisation complémentaire, le CLIENT devra la demander avant la formation du contrat et déclarer la valeur du bien, objet du contrat, de manière à permettre l'évaluation par le PRESTATAIRE du supplément de prix tenant à cette garantie complémentaire.

Le PRESTATAIRE ne sera pas responsable des dommages ou défauts d'exécution qui seront la conséquence du fait de tiers.

Le CLIENT fera son affaire personnelle de la sûreté et de la sécurité des matériels entreposés sur son site, ainsi que des matériels avec lesquels les intervenants du PRESTATAIRE seront en contact dans le cadre de l'exécution des prestations. Il fera aussi son affaire personnelle de la sécurité des intervenants sur son site.

Lors des opérations de transport (chargement-transport-déchargement), y compris lorsqu'il est simple commissionnaire de transport, la responsabilité du PRESTATAIRE est limitée : En transport national, à l'application du décret n° 2017-461 du 31 mars 2017 et de son annexe (exemple : pour un envoi de – de 3T : 33€/kilo sans excéder 1 000€ par colis). En transport international, le CLIENT et le PRESTATAIRE appliquent volontairement la CMR de Genève. En manutention, elle est limitée à 22 867€ par unité confiée quel qu'en soit le poids, le volume ou la taille. En stockage, elle est limitée à 750€ par colis sans excéder 10 000€ par sinistre).

En cas de dépassement de valeur des biens confiés, le PRESTATAIRE peut souscrire à la demande du CLIENT une assurance Ad Valorem. L'indemnisation intervient dans la limite du préjudice prouvé.

Les actions en justice pour avarie, perte ou retard auxquelles peut donner lieu le présent contrat doivent être intentées dans l'année qui suit la fin des travaux (art L133-6 du Code du Commerce). Ce délai de prescription de 1 an ne s'applique pas aux actions en recouvrement de créances.

11-FORCE MAJEURE

Aucune des parties au présent contrat ne pourra être tenue pour responsable de son retard ou de sa défaillance à exécuter l'une de ses obligations à sa charge au titre du contrat si ce retard ou cette défaillance sont l'effet direct ou indirect d'un cas de force majeure entendu au sens large tels que :

- Survenance d'une catastrophe naturelle ;
- Tremblement de terre, tempête, incendie, inondation ;
- Conflit armé, guerre, conflit, attentat ;
- Conflit de travail, grève totale ou partielle chez le PRESTATAIRE ou chez le CLIENT ;
- Conflit de travail, grève totale ou partielle chez les fournisseurs, prestataires de services, transporteurs, postes, services publics, etc. ;
- Injonction impérative des pouvoirs publics (interdiction d'importer, embargo...) ;
- Accident d'exploitation, bris de machine, explosion ;

Chaque partie informera sans délai l'autre partie de la survenance d'un cas de force majeure.

Si la durée de l'empêchement excède 10 jours ouvrables, les parties devront se concerter dans les 5 jours suivants, pour examiner de bonne foi si le contrat doit se poursuivre ou s'arrêter.

12-APPLICATION DE LA LOI SUR LA SOUS-TRAITANCE

Dans le cas où le PRESTATAIRE réalise l'opération en tant que sous-traitant du CLIENT, ce dernier a l'obligation de faire accepter le PRESTATAIRE et faire agréer ses conditions de paiement par le maître de l'ouvrage (article 3 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975).

Dans les cas où le PRESTATAIRE ne bénéficierait pas de droit du paiement direct par le maître de l'ouvrage (article 6 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975), le CLIENT doit fournir au PRESTATAIRE lors de la commande une caution bancaire personnelle et solidaire du montant des travaux ou une délégation de paiement auprès du maître de l'ouvrage (article 14 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975).

13-CONFIDENTIALITE-PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tous les documents transmis au CLIENT sont confidentiels et le CLIENT s'engage à garder la plus stricte confidentialité sur les informations qu'ils contiennent et plus généralement sur toutes les informations qu'il aurait obtenues de la part du PRESTATAIRE dans le cadre de la formation et de l'exécution du contrat.

Le PRESTATAIRE conserve l'ensemble de la propriété intellectuelle et le savoir-faire liés aux prestations qu'il met en œuvre.

14-DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies sur le CLIENT font l'objet d'un traitement informatique réalisé par le PRESTATAIRE et sont indispensables au traitement de la commande. Ces informations et données personnelles sont également conservées à des fins de sécurité, afin de respecter les obligations légales et réglementaires. Elles seront conservées aussi longtemps que nécessaire pour l'exécution des services commandés et des garanties éventuellement applicables à l'issue de ces prestations. Le responsable du traitement des données est TMT INDUSTRIE (211, Imp. Du Pré de la Barre – 38440 SAINT JEAN DE BOURNAY, contact@tmtindustrie.com). L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés du responsable de traitement, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés au PRESTATAIRE par contrat pour l'exécution des tâches sous-traitées, sans que l'autorisation du CLIENT ne soit nécessaire. Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, et par le Règlement Européen n°2016/679, le CLIENT dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, droits qu'il peut exercer en s'adressant au responsable de traitement à l'adresse postale ou email mentionnée ci-dessus, en joignant un justificatif de son identité valide. En cas de réclamation, le CLIENT peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

15-ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Tous les litiges auxquels le présent contrat pourrait donner lieu, concernant tant sa validité, son interprétation, son exécution, sa réalisation, leurs conséquences et leurs suites seront de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de la VIENNE, même dans le cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

16-DROIT APPLICABLE

De convention expresse entre les parties, le contrat est soumis au droit français.

17-ACCEPTATION DU CLIENT

Les présentes conditions générales sont expressément agréées et acceptées par le CLIENT qui déclare et reconnaît en avoir une parfaite connaissance et renonce, de ce fait, à se prévaloir de tout document contradictoire et, notamment, de ses propres conditions générales d'achat.